

F. 2002 — 4060

[C - 2002/29520]

12 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégation de compétence en matière de formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, notamment les articles 26 et 30;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 août 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 septembre 2002;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement fondamental ordinaire dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Ministre chargé de l'Enseignement fondamental ordinaire est compétent pour adresser aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné les mises en demeure visées à l'article 24, § 2^{ter}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Le Ministre chargé de l'Enseignement fondamental ordinaire est compétent pour décider de la suspension des cours visée à l'article 16, alinéa 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

Bruxelles, le 12 septembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
J.-M. NOLLET

—
VERTALING

N. 2002 — 4060

[C - 2002/29520]

12 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bevoegdheidsdelegatie inzake opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, inzonderheid op de artikelen 26 en 30;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 augustus 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 september 2002;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het gewoon basisonderwijs behoort;

Na beraadslaging van 12 september 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. De Minister belast met het gewoon basisonderwijs is bevoegd om aan de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs de ingebrekestellingen bedoeld bij artikel 24, § 2^{ter} van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving op het onderwijs te richten.

De Minister belast met het gewoon basisonderwijs is bevoegd om te beslissen over de opschorting van de leergangen bedoeld bij artikel 16, lid 2 van het decreet van 13 juli 1998 houdende organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en houdende wijziging van de regeling van het onderwijs.

Brussel, 12 september 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
J.-M. NOLLET

F. 2002 — 4061

[C - 2002/29508]

16 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application de l'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'Enseignement supérieur artistique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, notamment l'article 29;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mai 2002;

Vu la concertation avec les Pouvoirs organisateurs menée le 24 mai 2002;

Vu le protocole de négociation du 12 juillet 2002 du Comité de secteur IX et du Comité des Services publics, provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 33.857/2 du Conseil d'Etat donné le 21 août 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre chargée de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Des arts plastiques, visuels et de l'espace*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les titres délivrés par les établissements d'enseignement du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace, visés à l'article 1^{er} du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, avant l'année académique 2002/2003, sont assimilés aux grades définis à l'article 7 du même décret, dans les conditions fixées par le présent article.

§ 2. Les porteurs d'un diplôme de gradué en arts plastiques, gradué en dessin d'architecture, gradué en architecture d'intérieur, gradué en photographie, délivré par un établissement classé dans l'enseignement supérieur artistique de type court en application des articles 2 et 4 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de gradué en arts plastiques, visuels et de l'espace.

Les porteurs d'un diplôme de gradué en esthétique industrielle, délivré par l'Institut supérieur Saint-Luc de Liège à l'issue d'un cycle de quatre années d'études agréé par dépêche ministérielle du 13 mars 1964 et classé dans l'enseignement supérieur artistique de type court, en application des articles 2 et 4 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace.

§ 3. Les porteurs d'un diplôme de l'enseignement artistique, classé dans l'enseignement artistique supérieur du deuxième degré, en application des dispositions de l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux conditions de classement de l'enseignement des arts plastiques de plein exercice dans les trois degrés de l'enseignement artistique supérieur, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace.

Les porteurs d'un diplôme de l'enseignement artistique, classé dans l'enseignement artistique supérieur du troisième degré, en application de l'arrêté royal du 31 août 1978 précité, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace.

§ 4. Les porteurs d'un diplôme de l'enseignement artistique supérieur, délivré avant le 1^{er} octobre 1980, par une section de plein exercice sanctionnant des études organisées en un cycle de quatre années, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace.

Les porteurs d'un diplôme de l'enseignement artistique supérieur, délivré avant le 1^{er} octobre 1980, par une section de plein exercice sanctionnant des études organisées en un cycle de deux ou trois années, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de gradué en arts plastiques, visuels et de l'espace.

CHAPITRE II. — *Des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication*

Art. 2. § 1^{er}. Les titres délivrés par les établissements d'enseignement du domaine des arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication, visés à l'article 1^{er} du décret du 17 mai 1999 précité, avant l'année académique 2002/2003, sont assimilés aux grades définis à l'article 22 du décret du 17 mai 1999 précité, dans les conditions fixées par le présent article.

§ 2. Les porteurs d'un diplôme de gradué en arts du spectacle et techniques de diffusion, délivré par un établissement classé dans l'enseignement supérieur de type court : section arts du spectacle et techniques de diffusion, en application des articles 2 et 4 de la loi du 7 juillet 1970 précitée, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de gradué en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication.

Les porteurs d'un diplôme des arts du spectacle et techniques de diffusion, délivré conformément à l'arrêté royal du 15 avril 1965 réglementant au troisième degré de l'enseignement technique supérieur les études conduisant au diplôme des arts du spectacle et techniques de diffusion, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication.

CHAPITRE III. — *De la musique*

Art. 3. § 1^{er}. Les titres délivrés par les établissements d'enseignement du domaine de la musique, visés à l'article 1^{er} du décret du 17 mai 1999 précité, sont assimilés aux grades définis à l'article 13 du même décret, dans les conditions fixées par le présent article.

§ 2. Les titres délivrés par l'Institut de musique d'église et de pédagogie musicale avant l'année 2002/2003 sont assimilés aux grades définis à l'article 13 du décret du 17 mai 1999 précité, dans les conditions fixées ci-dessous.

Les porteurs d'un diplôme de régent en pédagogie musicale, délivré par l'Institut de musique d'église et de pédagogie musicale obtenu à l'issue d'un cycle de trois années d'études d'enseignement artistique supérieur de plein exercice, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique.

Les porteurs d'un diplôme de lauréat, délivré par l'Institut de musique d'église et de pédagogie musicale obtenu à l'issue d'un cycle de cinq années d'études d'enseignement artistique supérieur de plein exercice, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en musique.

§ 3. Les diplômes de premier prix et les diplômes supérieurs, délivrés avant la date d'expiration des régimes transitoires fixés par les articles 462 à 464 du décret du 20 décembre 2001 précité, par les conservatoires royaux de musique qui sont non classés dans l'enseignement artistique supérieur, mais assimilés à cet enseignement par les dispositions de l'arrêté royal du 5 mai 1976 portant assimilation des titres de l'enseignement artistique, sont désormais assimilés à des diplômes de l'enseignement supérieur artistique. Ils sont assimilés aux grades définis à l'article 13 du décret du 17 mai 1999 précité, dans les conditions fixées ci-dessous.

Les porteurs d'un diplôme de premier prix de composition, délivré par un conservatoire royal de musique sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en musique.

Les porteurs d'un diplôme de premier prix autre que celui mentionné au 2^e alinéa du présent paragraphe, délivré par un conservatoire royal de musique, peuvent demander que ce titre soit considéré comme un diplôme afférent au grade de candidat en musique.

Cette assimilation peut être décidée par le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, sur avis favorable de la Commission d'assimilation créée conformément à l'article 5.

Les porteurs d'un diplôme de premier prix, délivré par un conservatoire royal de musique, complété par le diplôme d'aptitude pédagogique délivré dans la même spécialité que le diplôme de premier prix peuvent demander que ces titres soient considérés comme un diplôme afférent au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique.

Cette assimilation peut être décidée par le Ministre, sur avis favorable de la Commission d'assimilation.

§ 4. Les porteurs d'un diplôme supérieur, délivré par un conservatoire royal de musique dans une des disciplines instrumentales énumérées ci-après, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en musique :

- diplôme supérieur d'orgue;
- diplôme supérieur de piano;
- diplôme supérieur de clavecin;
- diplôme supérieur d'instruments à cordes (violon, alto, violoncelle, contrebasse);
- diplôme supérieur de harpe et diplôme supérieur de guitare;
- diplôme supérieur d'instruments à vent (bois : flûte, hautbois, clarinette, saxophone, basson);
- diplôme supérieur d'instruments à vent (cuivres : trompette, cor, trombone, tuba);
- diplôme supérieur d'instruments à percussion;
- diplôme supérieur d'accordéon classique.

Les porteurs d'un diplôme supérieur, délivré par un conservatoire royal de musique dans une des disciplines vocales énumérées ci-après, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en musique :

- diplôme supérieur de chant opéra;
- diplôme supérieur de chant concert;
- diplôme supérieur d'art lyrique.

Les porteurs d'un diplôme supérieur de direction d'orchestre, délivré par un conservatoire royal de musique, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en musique.

§ 5. Les porteurs d'une attestation, délivrée par le Conservatoire royal de musique de Bruxelles, d'obtention d'un premier prix du département jazz, complétée par la réussite des cours parallèles prévus conformément au programme d'études approuvé par le Ministre le 6 septembre 1988, peuvent demander que ce titre soit considéré comme un diplôme afférent au grade de candidat en musique.

Cette assimilation peut être décidée par le Ministre, sur avis favorable de la Commission d'assimilation.

CHAPITRE IV. — *Du théâtre et des arts de la parole*

Art. 4. § 1^{er}. Les titres délivrés par les établissements d'enseignement du domaine du théâtre et des arts de la parole, visés à l'article 1^{er} du décret du 17 mai 1999 précité, sont assimilés aux grades définis à l'article 18 du même décret, dans les conditions fixées par le présent article.

Les diplômes de premier prix et les diplômes supérieurs, délivrés avant la date d'expiration des régimes transitoires fixés par les articles 462 à 464 du décret du 20 décembre 2001 précité, par les conservatoires royaux de musique qui sont non classés dans l'enseignement artistique supérieur, mais assimilés à cet enseignement par les dispositions de l'arrêté royal du 5 mai 1976 portant assimilation des titres de l'enseignement artistique, sont désormais assimilés à des diplômes de l'enseignement supérieur artistique. Ils sont assimilés aux grades définis à l'article 18 du décret du 17 mai 1999 précité, dans les conditions fixées par le présent article.

§ 2. Les porteurs d'un diplôme de premier prix, délivré par un conservatoire royal de musique dans le domaine du théâtre et des arts de la parole, peuvent demander que ce titre soit considéré comme le diplôme afférent au grade de candidat en théâtre et en arts de la parole.

Cette assimilation peut être décidée par le Ministre, sur avis favorable de la Commission d'assimilation.

§ 3. Les porteurs d'un diplôme supérieur d'art dramatique, complété par le diplôme de premier prix de déclamation, délivrés par un conservatoire royal de musique, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en théâtre et en arts de la parole.

Les porteurs d'un diplôme supérieur de déclamation, complété par le diplôme de premier prix d'art dramatique, délivrés par un conservatoire royal de musique, sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en théâtre et en arts de la parole.

CHAPITRE V. — *De la Commission d'assimilation*

Art. 5. Une Commission d'assimilation est créée. Elle a pour mission d'examiner les demandes introduites dans le domaine de la musique et dans le domaine du théâtre et des arts de la parole et d'évaluer les qualifications acquises au travers de la formation reçue dans les conservatoires. Ces qualifications doivent se définir par référence aux objectifs du décret du 17 mai 1999 précité.

Art. 6. §1^{er}. La Commission d'assimilation est composée comme suit :

1° un président : le directeur général de l'Enseignement non obligatoire de la Communauté française ou son délégué de rang 15 au moins;

2° les membres suivants :

a) les inspecteurs ayant le contrôle des établissements d'enseignement supérieur artistique dans leurs attributions;

b) quatre membres et leurs suppléants choisis par le Gouvernement de la Communauté française parmi 16 membres du personnel directeur et enseignant des Écoles supérieures des arts proposés par le Conseil supérieur artistique visé à l'article 2, § 1^{er}, 10° du décret du 20 décembre 2001 précité;

c) quatre experts, désignés par le Gouvernement de la Communauté française;

d) trois membres et leurs suppléants représentant les organisations syndicales siégeant au sein du Comité de secteur IX ou du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II; ceux-ci sont choisis par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition de leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif. Chaque organisation syndicale dispose d'au moins un mandat.

Le président, les membres effectifs et les membres suppléants sont désignés par le Gouvernement de la Communauté française, pour un terme de quatre ans renouvelable.

§ 2. La Commission d'assimilation est assistée d'un secrétaire et d'un secrétaire suppléant désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires du Ministère de la Communauté française, titulaires du grade d'attaché.

Le secrétaire et le secrétaire suppléant ont voix consultative.

Art. 7. La Commission d'assimilation établit son règlement d'ordre intérieur. Ce dernier est approuvé par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 8. Toute personne qui introduit une demande d'assimilation de ses titres, doit introduire cette demande, par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission d'assimilation.

La demande doit comporter les éléments permettant à la commission d'émettre un avis en toute connaissance de cause ainsi que les pièces permettant de contrôler ces éléments.

Toute personne ayant introduit une demande d'assimilation de ses titres peut être entendue par la Commission d'assimilation, si cette personne en a exprimé le souhait.

Le secrétaire de la Commission communique au Ministre toutes demandes d'assimilation des titres qui ont été régulièrement introduites auprès du président de la Commission.

Art. 9. La Commission d'assimilation délibère valablement si la moitié au moins des membres sont présents.

Les avis sont donnés à la majorité absolue des membres présents. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

Art. 10. Dans les quatre mois qui suivent la date de réception de la demande, la Commission :

1° soit remet un avis aux termes duquel elle propose au Ministre de reconnaître l'assimilation;

2° soit avertit le candidat, par lettre recommandée à la poste, qu'elle envisage de remettre au Ministre un avis aux termes duquel elle propose à ce dernier de ne pas reconnaître l'assimilation. Le candidat dispose d'un délai de quinze jours ouvrables à dater de la notification pour fournir des éléments complémentaires à la Commission d'assimilation. Dans ce cas, la Commission d'assimilation est tenue de remettre son avis au Ministre dans les six mois qui suivent la date de réception de la demande initiale.

Art. 11. Les délais prévus à l'article 10 sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

Art. 12. Le mandat du président et des membres de la Commission d'assimilation est gratuit. Ils ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours et de séjour.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Art. 14. La Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 septembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

VERTALING

N. 2002 — 4061

[C — 2002/29508]

16 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, inzonderheid op artikel 29;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 mei 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 16 mei 2002;

Gelet op het overleg met de Inrichtende Machten gevoerd op 24 mei 2002;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 12 juli 2002 van het Sectorcomité IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, in gezamenlijke vergadering;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies nr. 33.857/2 van de Raad van State, gegeven op 21 augustus 2002, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met het Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Beeldende, visuele en ruimtekunsten*

Artikel 1. § 1. De bekwaamheidsbewijzen uitgereikt vóór het academiejaar 2002/2003 door de onderwijsinstellingen op het gebied van de beeldende, visuele en ruimtekunsten, bedoeld bij artikel 1 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, worden gelijkgesteld met de graden vastgesteld bij artikel 7 van hetzelfde decreet, onder de voorwaarden, bepaald bij dit artikel.

§ 2. De houders van een diploma van gegradueerde in de beeldende kunsten, gegradueerde architectuurtekening, gegradueerde fotografie, uitgereikt door een instelling gerangschikt in het hoger kunstonderwijs van het korte type bij toepassing van de artikelen 2 en 4 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van gegradueerde beeldende, visuele en ruimtekunsten.

De houders van een diploma van gegradueerde industrieel design, uitgereikt door het « Institut supérieur Saint-Luc » te Luik op het einde van een cyclus van vier studiejaar erkend bij ministeriële aanschrijving van 13 maart 1964 en gerangschikt in het hoger kunstonderwijs van het korte type bij toepassing van de artikelen 2 en 4 van de voormelde wet van 7 juli 1970 worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat in de beeldende, visuele en ruimtekunsten.

§ 3. De houders van een diploma van kunstonderwijs, gerangschikt in het hoger kunstonderwijs van de tweede graad, bij toepassing van het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voorwaarden voor de rangschikking van het onderwijs van de beeldende kunsten met volledig leerplan in de drie graden van het hoger kunstonderwijs, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat beeldende, visuele en ruimtekunsten.

De houders van een diploma van kunstonderwijs, gerangschikt in het hoger kunstonderwijs van de derde graad, bij toepassing van het voormeld koninklijk besluit van 31 augustus 1978, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat beeldende, visuele en ruimtekunsten.

§ 4. De houders van een diploma van hoger kunstonderwijs, uitgereikt vóór 1 oktober 1980 door een afdeling met volledig leerplan, die studies bekrachtigt georganiseerd in een cyclus van vier jaar, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat beeldende, visuele en ruimtekunsten.

De houders van een diploma van hoger kunstonderwijs, uitgereikt vóór 1 oktober 1980, door een afdeling met volledig leerplan, die studies bekrachtigt georganiseerd in een cyclus van twee of drie jaar, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat beeldende, visuele en ruimtekunsten.

HOOFDSTUK II. — *Vertoningkunsten en technieken voor de verspreiding en de communicatie*

Art. 2. § 1. De bekwaamheidsbewijzen uitgereikt vóór het academiejaar 2002/2003 door de onderwijsinstellingen op het gebied van de vertoningkunsten en technieken voor de verspreiding en de communicatie, bedoeld bij artikel 1 van het voormeld decreet van 17 mei 1999, worden gelijkgesteld met de graden vastgesteld bij artikel 22 van voormeld decreet van 17 mei 1999, onder de voorwaarden bepaald bij dit artikel.

§ 2. De houders van een diploma van gegradueerde vertoningkunsten en technieken voor de verspreiding, uitgereikt door een instelling gerangschikt in het hoger kunstonderwijs van het korte type, afdeling vertoningkunsten en technieken voor de verspreiding, bij toepassing van de artikelen 2 en 4 van de voormelde wet van 7 juli 1970, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van gegradueerde vertoningkunsten en technieken voor de verspreiding en de communicatie.

De houders van een diploma vertoningkunsten en technieken voor de verspreiding, uitgereikt overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 april 1965 houdende regeling in de derde graad van het hoger technisch onderwijs, van de studien ter verkrijging van het diploma voor cultuurspreidingstechnieken, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat vertoningkunsten en de technieken voor de verspreiding en de communicatie.

HOOFDSTUK III. — *Muziek*

Art. 3. § 1. De bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door de onderwijsinstellingen op het gebied van de muziek, bedoeld bij artikel 1 van het voormeld decreet van 17 mei 1999 worden gelijkgesteld met de graden vastgesteld bij artikel 13 van hetzelfde decreet, onder de voorwaarden bepaald bij dit artikel.

§ 2. De bekwaamheidsbewijzen uitgereikt vóór het academiejaar 2002/2003 door het Instituut voor kerkmuziek en muziekpedagogie worden gelijkgesteld met de graden vastgesteld bij artikel 13 van voormeld decreet van 17 mei 1999, onder de hierna bepaalde voorwaarden.

De houders van een diploma van regent muziekpedagogie, uitgereikt door het Instituut voor kerkmuziek en muziekpedagogie behaald op het einde van een cyclus van drie studiejaar hoger kunstonderwijs met volledig leerplan worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van geaggregeerde van het lager secundair muziekonderwijs.

De houders van een diploma van lauraat, uitgereikt door het Instituut voor kerkmuziek en muziekpedagogie behaald op het einde van een cyclus van vijf studiejaar hoger kunstonderwijs met volledig leerplan worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat in de muziek.

§ 3. De diploma's van eerste prijs en de hogere diploma's, uitgereikt vóór de vervaldatum van de overgangstelsels bepaald bij de artikelen 462 tot 464 van het voormeld decreet van 20 december 2001, door de koninklijke muziekconservatoria die niet gerangschikt zijn in het hoger kunstonderwijs maar gelijkgesteld met dit onderwijs krachtens de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 mei 1976 houdende gelijkstelling van de bekwaamheidsbewijzen van het kunstonderwijs worden voortaan gelijkgesteld met diploma's van hoger kunstonderwijs. Zij worden gelijkgesteld met de graden vastgesteld bij artikel 13 van voormeld decreet van 17 mei 1999, onder de hierna bepaalde voorwaarden.

De houders van een diploma van eerste prijs compositie, uitgereikt door een koninklijk muziekconservatorium, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat in de muziek.

De houders van een ander diploma van eerste prijs dan dit vermeld in lid 2 van deze paragraaf, uitgereikt door een koninklijk muziekconservatorium kunnen vragen dat dit bekwaamheidsbewijs beschouwd wordt als een diploma behorend tot de graad van kandidaat in de muziek.

Deze beslissing tot gelijkstelling kan genomen worden door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, hierna de Minister genoemd, na gunstig advies van de Commissie voor gelijkstelling opgericht overeenkomstig artikel 5.

De houders van een diploma van eerste prijs, uitgereikt door een koninklijk muziekconservatorium, aangevuld met het diploma van pedagogische bekwaamheid, uitgereikt voor dezelfde specialiteit als het diploma van eerste prijs kunnen vragen dat die bekwaamheidsbewijzen beschouwd worden als een diploma behorend tot de graad van geaggregeerde voor het lager secundair muziekonderwijs.

Deze beslissing tot gelijkstelling kan genomen worden door de Minister, na gunstig advies van de Commissie voor gelijkstelling.

§ 4. De houders van een hoger diploma, uitgereikt door een koninklijk muziekconservatorium voor een van de hierna vermelde instrumentale disciplines worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat in de muziek :

- hoger diploma orgel;
- hoger diploma piano;
- hoger diploma klavecimbel;
- hoger diploma snaarinstrumenten (viool, altviool, cello, contrabas);
- hoger diploma harp en hoger diploma gitaar;
- hoger diploma blaasinstrumenten (houten blaasinstrumenten : fluit, hobo, klarinet, saxofoon, fagot);
- hoger diploma blaasinstrumenten (koper : trompet, hoorn, trombone, tuba);
- hoger diploma slaginstrumenten;
- hoger diploma klassieke accordeon.

De houders van een hoger diploma, uitgereikt door een koninklijk muziekconservatorium voor een van de hierna vermelde vocale disciplines, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat in de muziek :

- hoger diploma operazang;
- hoger diploma concertzang;
- hoger diploma lyrische kunst.

De houders van een hoger diploma orkestleider, uitgereikt door een koninklijk muziekconservatorium, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat in de muziek :

§ 5. De houders van een attest, uitgereikt door het Koninklijk Muziekconservatorium van Brussel, na het behalen van een eerste prijs van de afdeling jazz, aangevuld met het slagen voor de gelijklopende leergangen, bepaald overeenkomstig het studieprogramma goedgekeurd door de Minister op 6 september 1988, kunnen vragen dat dit bekwaamheidsbewijs beschouwd wordt als een diploma behorend tot de graad van kandidaat in de muziek.

Deze beslissing tot gelijkstelling kan genomen worden door de Minister, na gunstig advies van de Commissie voor gelijkstelling.

HOOFDSTUK IV. — *Toneelkunst en woordkunsten*

Art. 4. § 1. De bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door de onderwijsinstellingen op het gebied van de toneelkunst en de woordkunsten, bedoeld bij artikel 1 van het voormeld decreet van 17 mei 1999, worden gelijkgesteld met de graden vastgesteld bij artikel 18 van hetzelfde decreet, onder de voorwaarden bepaald bij dit artikel.

De diploma's van eerste prijs en de hogere diploma's, uitgereikt vóór de vervaldatum van de overgangstelsels bepaald bij de artikelen 462 tot 464 van het voormeld decreet van 20 december 2001, door de koninklijke muziekconservatoria die niet gerangschikt zijn in het hoger kunstonderwijs maar gelijkgesteld met dit onderwijs krachtens de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 mei 1976 houdende gelijkstelling van de titels van het kunstonderwijs worden voortaan gelijkgesteld met diploma's van hoger kunstonderwijs. Zij worden gelijkgesteld met de graden vastgesteld bij artikel 18 van voormeld decreet van 17 mei 1999, onder de in dit artikel bepaalde voorwaarden.

§ 2. De houders van een diploma van eerste prijs, uitgereikt door een koninklijk muziekconservatorium op het gebied van de toneelkunst en de woordkunsten, kunnen vragen dat dit bekwaamheidsbewijs beschouwd wordt als een diploma behorend tot de graad van kandidaat toneelkunst en woordkunsten.

Deze beslissing tot gelijkstelling kan genomen worden door de Minister, na gunstig advies van de Commissie voor gelijkstelling.

§ 3. De houders van een hoger diploma toneelkunst, aangevuld met een diploma eerste prijs voordrachtskunst, uitgereikt door een koninklijk muziekconservatorium, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat toneelkunst en woordkunsten.

De houders van een hoger diploma, voordrachtskunst, aangevuld met een diploma eerste prijs toneelkunst, uitgereikt door een koninklijk muziekconservatorium, worden beschouwd als houder van de graad en het diploma van licentiaat toneelkunst en woordkunsten.

HOOFDSTUK V. — *De Commissie voor gelijkstelling*

Art. 5. Er wordt een Commissie voor gelijkstelling opgericht. Zij heeft als opdracht de aanvragen te onderzoeken die ingediend worden op het gebied van de muziek en van de toneelkunst en de woordkunsten en de kwalificaties te evalueren die verworven werden in de loop van de opleiding die in de conservatoria werd genoten. Deze kwalificaties moeten geschat worden met inachtneming van de doelstellingen van voormeld decreet van 17 mei 1999.

Art. 6. § 1. De Commissie voor gelijkstelling is als volgt samengesteld :

1° een voorzitter : de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs van de Franse Gemeenschap of zijn gemachtigde van ten minste rang 15;

2° de volgende leden :

- a) de inspecteurs tot wier bevoegdheid het toezicht op de instellingen voor hoger kunstonderwijs behoort;
- b) vier leden en hun plaatsvervangers gekozen door de Regering van de Franse Gemeenschap onder 16 leden van het leidend en onderwijzend personeel van de hogere kunstschole voorgedragen door de Hoge Kunstraad bedoeld bij artikel 2, § 1, 10° van het voormeld decreet van 20 december 2001;

c) vier deskundigen, aangesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap;

d) drie leden en hun plaatsvervangers die de vakverenigingen vertegenwoordigen die zetelen in het Sectorcomité IX of in het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II; deze worden door de Regering van de Franse Gemeenschap gekozen op de voordracht van hun respectievelijke vakvereniging onder de personeelsleden die in vast verband zijn benoemd of aangeworven. Elke vakorganisatie beschikt over ten minste een mandaat.

De voorzitter, de werkende leden en de plaatsvervangende leden worden door de Regering van de Franse Gemeenschap aangesteld voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

§ 2. De Commissie voor gelijkstelling wordt bijgestaan door een secretaris en een plaatsvervangend secretaris aangesteld door de Regering onder de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, houder van de graad van attaché.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris hebben raadgevende stem.

Art. 7. De Commissie voor gelijkstelling stelt haar huishoudelijk reglement op. Dit wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap goedgekeurd.

Art. 8. Iedere persoon die een aanvraag om gelijkstelling van zijn (haar) bekwaamheidsbewijzen indient, moet deze aanvraag bij een ter post aangetekende brief indienen, gericht tot de voorzitter van de Commissie voor gelijkstelling.

In die aanvraag moeten er gegevens voorkomen die de Commissie toelaten met volle kennis van zaken een advies uit te brengen alsook stukken die toelaten deze gegevens te controleren.

Iedere persoon die een aanvraag om gelijkstelling van de bekwaamheidsbewijzen heeft ingediend, kan door de Commissie voor gelijkstelling gehoord worden indien deze persoon dit wenst.

De secretaris van de Commissie deelt aan de Minister alle aanvragen om gelijkstelling van de bekwaamheidsbewijzen mee die regelmatig bij de voorzitter van de Commissie werden ingediend.

Art. 9. De Commissie voor gelijkstelling beraadslaagt en beslist geldig indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De adviezen worden gegeven bij volstreekte meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Ieder werkend lid dat verhinderd wordt aan een vergadering deel te nemen, verwittigt de voorzitter ervan en vraagt aan zijn plaatsvervanger in zijn plaats te zetelen.

Art. 10. Binnen de vier maanden die volgen op de datum van ontvangst van de aanvraag :

1° ofwel brengt de Commissie een advies uit waarbij zij aan de Minister voorstelt de gelijkstelling te erkennen;

2° ofwel verwittigt de Commissie bij een ter post aangetekende brief de kandidaat dat zij zich voorneemt een advies aan de Minister uit te brengen waarbij zij hem voorstelt de gelijkstelling niet te erkennen. De kandidaat heeft veertien werkdagen te rekenen vanaf de mededeling om bijkomende informatie aan de Commissie voor gelijkstelling te bezorgen. In dat geval is de Commissie voor gelijkstelling ertoe verplicht haar advies aan de Minister mee te delen binnen de zes maanden die volgen op de datum van ontvangst van de eerste aanvraag.

Art. 11. De bij artikel 10 bepaalde termijnen zijn opgeschort tijdens de maanden juli en augustus.

Art. 12. Het mandaat van de voorzitter en de leden van de Commissie voor gelijkstelling is kosteloos. Zij hebben recht op de reglementaire vergoedingen voor reis- en verblijfkosten.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002.

Art. 14. De Minister tot wier bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 september 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

F. 2002 — 4062

[C - 2002/29512]

19 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant fusion de l'internat annexé à l'ITCF de Rance et de l'internat annexé à l'Athénée royal de Chimay

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2002;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation du secteur IX rendu le 27 août 2002;

Considérant que la population scolaire, avant fusion, est conforme à la norme de maintien définie à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Considérant qu'à défaut de fusion une crainte existe quant à la remontée de ladite population entamée durant l'année scolaire 2002-2003, tant au bénéfice des internats qu'à celui des établissements scolaires;

Considérant que le bâtiment destiné à l'hébergement des filles de l'internat actuellement annexé à l'ITCF Rance ne répond plus aux normes de sécurité et que les travaux nécessaires représenteraient une dépense trop lourde;

Considérant que les bâtiments réunis des deux internats disposent d'une capacité d'hébergement suffisante;

Considérant que la fusion n'entraînera aucune diminution de la qualité de l'encadrement, ni de difficultés d'organisation, ni de problèmes de transport;